



Retraite à points, travail sans fin ! Macron renonce à un de ses privilèges, Nous ne renoncerons pas à nos droits !

Pris la main dans le sac des lobbys financiers et des assurances privées, vantant l'intégrité d'un menteur et refusant de prendre en compte les urgences sociales et environnementales de notre pays, **le gouvernement négocie au cas par cas son système universel de retraite.**

Les policiers, les militaires, les sénateurs, les routiers, les stewards... seront moins perdants que les autres apparemment. **Les cheminots aussi ont gagné quelques garanties** mais ils ne lâchent pas. **Ils se battent pour leurs enfants, pour nous tous**, en demandant le retrait de ce projet de loi.

Pour garantir l'équilibre de notre système de retraite actuel, les solutions existent. **Ce qui le met en péril c'est la baisse des recettes** créées par les exonérations de cotisations et la baisse de l'emploi public. **L'état met en place toutes les conditions du déficit pour pouvoir justifier ses actes.** Difficile de cautionner une telle arnaque, non ?

Alors que faire, laisser le modèle social solidaire (services publics, sécu, chômage, retraite...) gagné par les luttes de nos aînés disparaître dans les mains du capital ou rejoindre ceux qui luttent pour le préserver et l'améliorer ?

Nous avons le choix : **le collectif contre l'individualisme, la répartition contre la capitalisation, la solidarité contre le profit, ... Sans nous au travail, ils ne sont rien !**

Défendons un autre choix de société pour nous et nos enfants !

En GREVE et MANIFESTATION :

Jeudi 9 janvier, et on continue samedi, mardi, jeudi...

**10H30 Carrefour Tourny à Limoges, 10h gare Guéret,
10h Place A. Faucher à Tulle et 14h Place de la Guierle à Brive**



**Assemblée Générale 14h30
jeudi 9 Janvier**

Maison du peuple, 24 rue Charles Michels Limoges

Après la manifestation, retrouvons-nous pour échanger et débattre ensemble de la mobilisation dans nos écoles, nos collèges, nos lycées. Des initiatives multiples ont lieu dans les établissements, parfois la grève est reconduite, parfois des instances sont boycottées, des caisses de grèves pour les plus précaires sont mises en place, des courriers sont distribués aux parents, à la population...

Organisons-nous pour être plus efficaces et décidons ensemble des actions que nous pouvons mener sur notre département pour rendre visible notre lutte.

Que vous soyez enseignant.es, CPE, infirmier.ères,...Aed, Aesh, agents, syndiqué.es ou non syndiqué.es, la grève appartient aux grévistes ! Soyez les bienvenu.es et décidons ensemble des suites à donner au

Dans l'éducation nationale : aucune revalorisation prévue... Seulement une augmentation du temps de travail, des primes pour certains et rien pour les autres !

« Le passage au nouveau système de retraite pour les enseignants ne peut aller qu'avec une transformation de la carrière : on change aussi le temps de travail, on regarde aussi les périodes de vacances ».

« Quand on parle de l'Education nationale dans notre pays, on parle d'un million de fonctionnaires. Si je voulais revaloriser, c'est 10 milliards. On ne peut pas mettre 10 milliards, c'est vos impôts. C'est le déficit, c'est la dette pour nos enfants... »

« Quand je vous dis que je suis autour de 1100, 1200 euros de retraite pour un enseignant je pense que je ne suis pas complètement déconnant ».

Emmanuel Macron à Rodez le 3 octobre 2019.

« Jean-Michel Blanquer profitera de la loi sur les retraites pour l'inscrire dans une démarche plus globale sur le métier d'enseignant ».

Réception de la presse au Ministère de l'Education nationale le 26 novembre 2019.

Pour ce gouvernement toute **forme de revalorisation est donc intrinsèquement liée à la réforme actuelle des retraites et à une redéfinition d'ensemble du métier**. Plusieurs pistes sont d'ores et déjà sur la table :

- les **heures supplémentaires**. « Travailler plus pour gagner plus » tout en excluant de fait les personnels qui ne sont pas concernés par celles-ci comme les enseignants du 1^{er} degré, les personnels de vie scolaire, les équipes pédagogiques où aucune heure supplémentaire n'est disponible... Des heures de travail en plus pour augmenter les salaires de certains uniquement.

- **repenser le temps de travail** : en négociant à la hausse notre temps de travail statutaire et à la baisse la durée des congés (avec notamment deux décrets adoptés à la hâte qui prévoient une semaine de formation obligatoire sur les vacances scolaires et un réaménagement des cycles de vacances).

- la **personnalisation de la carrière** : à un **avancement statutaire succéderait une carrière au mérite**. Tout cela est désormais possible grâce à la loi de transformation de la Fonction publique adoptée cet été qui donne notamment de nouveaux pouvoirs à la hiérarchie immédiate et supprime quasiment le rôle de nos anciennes CAPA.

Des objectifs clairs : nous faire travailler tous plus longtemps et diminuer nos retraites pour permettre aux lobbys des assurances privées de se substituer à notre modèle social solidaire !

EDOUARD PHILIPPE PRÉSENTE
LES CONCLUSIONS DE LA
RÉFORME DES RETRAITES



POURQUOI le gouvernement veut-il changer ce système ?

- ◆ Pour **réduire le montant des pensions** parfois jusqu'à 25% : en calculant sur l'ensemble de l'activité (primes, indemnités, heures supplémentaires incluses) et en abandonnant le calcul sur les 6 derniers mois dans le public (et sur les 25 meilleures années dans le privé), cela aura pour effet de **niveler les retraites par le bas**.
- ◆ Pour **obliger à partir plus tard que l'âge légal de 62 ans**, en imposant une décote avant un âge pivot de 64 ans,
- ◆ Pour **recupérer les fonds excédentaires des différents régimes**.